



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
30 novembre 2021  
Français  
Original : anglais

---

### **Lettre datée du 30 novembre 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

Au nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le document final issu de la réunion spéciale du Comité contre le terrorisme commémorant l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité et la création du Comité, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, le jeudi 4 novembre 2021 (voir annexe).

Le Comité vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire distribuer comme document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(Signé) Tarek Ladeb



**Annexe****Document final issu de la réunion spéciale du Comité  
contre le terrorisme commémorant l'adoption de la résolution  
1373 (2001) du Conseil de sécurité et la création du Comité**

Le Comité contre le terrorisme :

1. Rappelle qu'il y a de cela 20 ans, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1373 (2001) en réponse aux attentats odieux perpétrés le 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et ailleurs aux États-Unis d'Amérique ;
2. Rappelle également que la résolution 1373 (2001), dans laquelle le terrorisme est considéré comme une menace grave à la paix et à la sécurité internationales, oriente l'action de la communauté internationale face à ce fléau qui doit être combattu au moyen de mesures concrètes mises en œuvre aux niveaux national, régional et international et exige que les États, entre autres mesures, érigent en infraction les actes de terrorisme, refusent de donner refuge et de fournir des ressources financières aux terroristes et veillent à ce que ces derniers soient traduits en justice ;
3. Condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et réaffirme que tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables, quels qu'en soient les motivations, l'époque et les auteurs, que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à une religion, une nationalité ou un groupe ethnique et qu'il doit être universellement condamné sans équivoque ;
4. Constate que ces 20 dernières années, des résultats remarquables ont été obtenus et des mesures importantes prises dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001) par les États Membres, notamment une augmentation sensible du nombre d'États devenus parties aux instruments internationaux de lutte contre le terrorisme, l'incrimination des actes de terrorisme, le renforcement des systèmes de justice pénale, l'aboutissement des poursuites intentées contre les auteurs d'actes terroristes, l'adoption de mesures vigoureuses pour réprimer le financement du terrorisme, et l'adoption de mesures destinées à renforcer la coopération aux niveaux politique, technique et opérationnel ;
5. Note que la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme a rendu compte de l'essentiel de ces progrès dans l'évaluation de la mise en œuvre au niveau mondial par les États Membres de la résolution 1373 (2001) et des autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ainsi que dans l'évaluation de la mise en œuvre au niveau mondial par les États Membres de la résolution 1624 (2005) du Conseil, publiées en 2011, 2016 et 2021 ;
6. Demeure profondément préoccupé par le fait que le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, continue de représenter une grave menace pour la paix et la sécurité internationales et de porter atteinte à la stabilité et à la prospérité mondiales, et par le fait que ce fléau devient plus diffus et s'intensifie dans diverses régions du monde, comme en témoignent tout particulièrement les actes de terrorisme, notamment ceux motivés par l'intolérance ou l'extrémisme, ainsi que l'adaptation des terroristes aux nouvelles technologies de l'information et des communications et l'utilisation qu'ils en font, notamment à des fins de communication, de propagande, de financement, de planification et de recrutement et aux fins de leurs activités ;
7. Note avec préoccupation que les groupes terroristes cherchent à exploiter les griefs découlant de la pandémie de COVID-19 pour recruter et radicaliser des sympathisants et les inciter à commettre des attaques terroristes et à en perpétrer, et

souligne la nécessité de continuer à anticiper et à suivre les effets à court, moyen et long termes que la pandémie aura sur l'évolution de la menace terroriste mondiale et à y faire face ;

8. Constate avec inquiétude que les combattants terroristes étrangers contribuent à intensifier les conflits, à les prolonger et à en compliquer singulièrement le règlement, et qu'ils peuvent aussi être une menace considérable pour les États dont ils viennent, ceux par lesquels ils transitent et ceux où ils se rendent, ainsi que les États qui jouxtent les zones de conflit armé où ils combattent et qui doivent faire face à de sérieux problèmes de sécurité, notant que la menace que représentent les combattants terroristes étrangers peut atteindre toutes les régions et tous les États Membres, même ceux qui sont éloignés des zones de conflit, et se disant profondément préoccupé de voir que les combattants terroristes étrangers mettent leur idéologie extrémiste au service de l'apologie du terrorisme ;

9. Note avec inquiétude les liens étroits qui existent entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée dans certains contextes et dans certaines régions, notamment le trafic de drogues, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes et le transfert illégal de matières nucléaires, chimiques, biologiques et autres présentant un danger mortel ;

10. Présente ses condoléances aux familles des victimes du terrorisme, se déclare solidaire des pays ayant subi des attaques terroristes et exprime son appui aux rescapés et aux victimes de la violence commise par des groupes terroristes, dont la violence sexuelle et fondée sur le genre ;

11. Réaffirme son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de tous les États conformément à la Charte des Nations Unies, et souligne que c'est aux États Membres qu'il incombe au premier chef de lutter contre les actes de terrorisme et l'extrémisme violent qui peut conduire au terrorisme ;

12. Réaffirme que les États Membres doivent veiller à ce que les mesures qu'ils prennent pour combattre le terrorisme soient conformes à toutes les obligations que leur fait le droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire, souligne que les mesures antiterroristes efficaces et le respect des droits humains, des libertés fondamentales et de l'état de droit sont complémentaires et se renforcent mutuellement, et que tous sont des éléments essentiels au succès de la lutte contre le terrorisme, note qu'il importe de respecter l'état de droit pour prévenir et combattre efficacement le terrorisme et note également que le fait de se soustraire à ces obligations internationales particulières comme à d'autres, dont celles résultant de la Charte des Nations Unies, est un des facteurs contribuant au développement de la radicalisation violente et favorise le sentiment d'impunité ;

13. Réaffirme également que, nonobstant les résultats concrets et considérables obtenus ces 20 dernières années, il reste encore beaucoup à faire aux niveaux national, régional et international pour donner pleinement effet à toutes les dispositions de la résolution [1373 \(2001\)](#) ;

14. Exhorte tous les États Membres à mener une politique de tolérance zéro et à faire preuve d'une intransigeance absolue à l'égard du terrorisme, et à s'employer d'urgence à prévenir et combattre ce phénomène sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations en mettant pleinement et effectivement en œuvre la résolution [1373 \(2001\)](#) et les autres instruments internationaux pertinents de lutte antiterroriste, et exhorte en outre les États Membres, comme leur en fait obligation la résolution [1373 \(2001\)](#) :

- À empêcher que ceux qui financent, organisent, facilitent ou commettent des actes de terrorisme n'utilisent leurs territoires respectifs pour commettre de tels actes contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États et à refuser de donner refuge à ceux qui se livrent à de telles activités ;
- À se prêter mutuellement la plus grande assistance dans les enquêtes ou procédures pénales relatives au financement, à l'organisation, à la préparation, à la perpétration ou à l'appui d'actes de terrorisme, notamment pour ce qui est des États Membres dans lesquels des actes terroristes sont perpétrés ou dont les citoyens sont visés par de tels actes, en particulier une assistance dans l'obtention d'éléments de preuve en leur possession nécessaires aux procédures, et engage les États à agir conformément aux obligations que leur impose le droit international, pour retrouver et traduire en justice, extraditer ou poursuivre toute personne qui appuie ou facilite le financement direct ou indirect d'activités menées par des terroristes ou des groupes terroristes, y participe ou tente d'y participer ;
- À empêcher les mouvements de terroristes, y compris l'approvisionnement en armes, en instituant des contrôles efficaces aux frontières ;
- À prendre les mesures qui s'imposent en matière de prévention et de répression du financement du terrorisme, conformément à leurs obligations, notamment celles énoncées dans les résolutions [1373 \(2001\)](#), [2178 \(2014\)](#) et [2462 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité ;
- À faire en sorte que l'ensemble des autorités et de la société soient impliquées dans cette démarche, et souligne le caractère crucial de la coopération avec tous les acteurs concernés, en particulier la société civile, aux fins de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme ;
- À élaborer des stratégies nationales globales et intégrées de lutte contre le terrorisme pleinement respectueuses de l'état de droit et de la dignité et des droits humains de chacun, et à s'ouvrir à l'ensemble de la société et à toutes les communautés et à les associer activement à l'action menée ;
- À élaborer et à mettre en œuvre des stratégies globales propres à éliminer effectivement les conditions propices à la propagation du terrorisme, notamment la radicalisation et le recrutement aux fins du terrorisme, et à prendre les mesures nécessaires et appropriées pour prévenir et réprimer l'incitation à commettre des actes de terrorisme, dans un esprit de dialogue et de compréhension et conformément à leurs obligations juridiques internationales ;
- À agir dans un esprit de coopération lorsqu'ils prennent des mesures nationales visant à empêcher les terroristes de tirer parti de la technologie et des moyens de communication pour commettre des actes de terrorisme, ainsi qu'à poursuivre la coopération volontaire avec le secteur privé et la société civile pour trouver et mettre en œuvre des moyens plus efficaces de lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, notamment en élaborant des contre-discours à opposer au discours terroriste et en utilisant des moyens technologiques novateurs, tout en respectant les droits humains et les libertés fondamentales et en se conformant au droit interne et au droit international ;
- À poursuivre l'action visant à assurer la participation pleine, égale et véritable des femmes et des jeunes à toutes les approches et stratégies de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme ;

15. Souligne qu'il faut mobiliser l'ensemble des Nations Unies et qu'il importe, à cet égard, de renforcer la coordination et la coopération entre la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Bureau de lutte contre le terrorisme, dans le cadre

de leurs mandats respectifs et de leurs rôles distincts visant à établir une concertation réelle entre l'Organisation des Nations Unies et les États Membres de manière à améliorer la mise en œuvre équilibrée de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et d'autres résolutions relatives à la lutte contre le terrorisme, et note le rôle important qui revient aux entités du Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme, en particulier au Bureau de lutte contre le terrorisme, et aux autres fournisseurs d'aide au renforcement des capacités pour ce qui est de fournir une assistance technique dans le cadre de la coopération internationale aux fins de l'obtention de résultats concrets ;

16. Souligne également que son but premier est d'assurer la mise en œuvre intégrale de la résolution 1373 (2001) et d'autres résolutions pertinentes, rappelle le rôle décisif joué par la Direction exécutive s'agissant de l'aider à s'acquitter de son mandat, et décide de continuer à promouvoir la pleine application de la résolution 1373 (2001), à en assurer le suivi et à prêter assistance aux États Membres à ces fins, avec l'appui de la Direction exécutive, notamment en cherchant des moyens permettant de cerner les tendances et difficultés nouvelles et de remédier aux insuffisances constatées dans la mise en œuvre des résolutions pertinentes.

---